|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | WIPO-F | **F** |
| CWS/5/8 Rev.1 | | |
| ORIGINAL : anglais | | |
| DATE : 2 mai 2017 | | |

**Comité des normes de l’OMPI (CWS)**

**Cinquième Session**

**Genève, 29 mai – 2 juin 2017**

Nouvelle norme de l’OMPI concernant l’échange de données sur la situation juridique des brevets par les offices de propriété industrielle

*Document établi par le Secrétariat*

## Introduction

1. À sa troisième session tenue en avril 2013, le Comité des normes de l’OMPI (CWS) est convenu de créer la tâche n° 47 : “Élaborer une proposition relative à l’établissement d’une nouvelle norme de l’OMPI concernant l’échange de données sur la situation juridique des brevets par les offices de propriété industrielle. Une fois cette tâche achevée, la proposition correspondante devrait être étendue aux marques et aux dessins et modèles industriels”. Le CWS a également établi l’Équipe d’experts sur la situation juridique pour mener cette tâche à bien et a désigné le Bureau international comme responsable. Le CWS est en outre convenu que les autres équipes d’experts chargées des normes en XML (eXtensible Markup Language) devraient être invitées à mettre en œuvre en XML le résultat des travaux de l’Équipe d’experts sur la situation juridique (voir les paragraphes 50 à 54 du document CWS/3/14).
2. Depuis sa création, l’Équipe d’experts sur la situation juridique s’est réunie plusieurs fois physiquement ou à distance pour s’acquitter de cette tâche. Le Bureau international a organisé à cet effet quatre réunions physiques et 13 conférences en ligne. Plus de 80 experts représentant 27 offices de propriété industrielle et groupes d’utilisateurs ont participé aux débats de l’équipe d’experts et ont contribué à l’élaboration d’une proposition de nouvelle norme.
3. À ce jour, les efforts de l’équipe d’experts ont principalement porté sur l’élaboration d’une proposition relative à l’établissement d’une nouvelle norme de l’OMPI concernant les données sur la situation juridique des brevets. Les discussions sur l’élaboration de la norme ont été divisées en trois parties. La première visait à définir l’objectif et la portée de la nouvelle norme et a donné lieu à une seule série de discussions. La deuxième, qui s’est déroulée en huit séries de discussions, a permis de déterminer quelles données sur la situation juridique des demandes et des droits de propriété industrielle devraient être échangées. La troisième partie visait à définir la façon dont ces données devraient être structurées et échangées et était divisée en cinq séries de discussions dont plusieurs consacrées à l’établissement des correspondances entre les événements nationaux et régionaux influant sur la situation juridique des brevets et les événements définis dans le projet de norme.
4. En tant que responsable de la tâche, le Bureau international a établi huit versions préliminaires de la norme sur la base des commentaires reçus de la part des membres de l’équipe d’experts. Chacune d’entre elles comportait de multiples itérations et les membres de l’équipe ont été invités à commenter chaque version. Chaque version nouvelle tenait compte des observations formulées par les membres de l’équipe d’experts au cours de la précédente série de discussions.

## Proposition de nouvelle norme de l’OMPI

1. Dans le cadre de la tâche n° 47, l’Équipe d’experts sur la situation juridique a établi un projet de recommandation concernant l’échange de données sur la situation juridique des brevets en tant que nouvelle norme de l’OMPI pour examen et adoption par le CWS. Le nom proposé pour cette nouvelle norme est “Norme ST.27 de l’OMPI – Recommandation pour l’échange de données sur la situation juridique des brevets”. Composée d’un corps de texte et d’annexes numérotées de I à IV, la nouvelle norme proposée est reproduite à l’annexe du présent document.

### Objectif

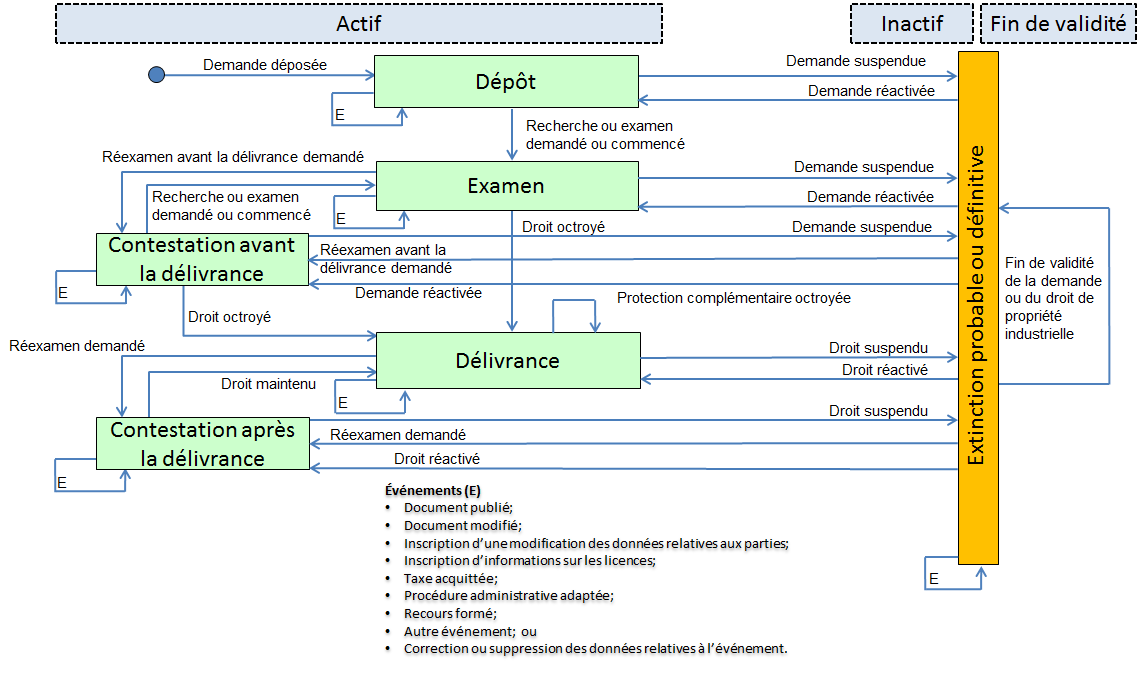
1. L’accès à des informations actualisées, fiables et compréhensibles sur la situation juridique des droits de propriété industrielle est nécessaire pour éviter toute atteinte à ces droits. Les offices de propriété industrielle fournissent à l’heure actuelle ces informations sous des formes et dans des langues différentes, sans harmonisation et de manière non planifiée compte tenu des différences entre les législations et pratiques nationales et régionales en matière de brevets. La norme proposée vise à promouvoir un échange efficace et harmonisé de données relatives à la situation juridique des brevets en vue de faciliter l’accès à ces données par les utilisateurs de l’information en matière de propriété industrielle, les offices de propriété industrielle, les fournisseurs de données, le grand public et les autres parties intéressées. Cette norme vise à améliorer la diffusion, la fiabilité et la comparabilité des données relatives à la situation juridique des brevets au niveau mondial.

### Portée

1. Compte tenu de la diversité des législations et pratiques en matière de propriété industrielle dans les différents ressorts juridiques, la norme proposée n’a pas vocation à harmoniser les exigences de forme ou de fond prévues par les législations et réglementations nationales et régionales.
2. La norme proposée définit des événements qui peuvent avoir lieu durant le cycle de vie d’un brevet ou d’un certificat complémentaire de protection (CCP) sur la base d’un schéma général de traitement qui a été agréé. Les définitions de ces événements sont suffisamment larges pour couvrir les différentes pratiques des offices de propriété industrielle. La norme proposée prévoit des codes qui peuvent être utilisés pour déterminer aisément la situation juridique d’un brevet ou d’un CCP.
3. La proposition de norme établit également la structure des données à utiliser pour l’échange de données sous forme électronique entre les offices de propriété industrielle, les données associées aux événements définis, ainsi que des principes directeurs pour aider les offices à établir la correspondance entre leurs propres événements nationaux ou régionaux et les événements définis dans la norme proposée.

### Schéma général de traitement des brevets et des CCP

1. Compte tenu de la grande diversité des législations applicables au traitement des brevets et des CCP, la norme proposée utilise un schéma général visant à décrire dans les grandes lignes les pratiques des offices en matière de traitement des brevets et des CCP dans le monde. Ce schéma ne rend pas compte de la pratique de tous les offices, pas plus qu’il ne couvre toutes les éventualités pouvant survenir au cours du traitement d’une demande ou d’un droit de propriété industrielle. Il vise néanmoins à donner une vue d’ensemble des principales étapes du traitement d’un brevet ou d’un CCP dans les offices de propriété industrielle de par le monde.



### États, stades et événements

1. Le schéma général de traitement des brevets et des CCP illustré ci‑dessus décompose le processus en états (cadres en pointillés), stades (cadres en traits pleins) et événements (flèches). Par souci de clarté, le schéma n’indique que les événements principaux.
2. L’“état” d’une demande ou d’un droit de propriété industrielle s’entend de la question de savoir si, à la suite d’un événement qui a eu lieu durant le traitement conformément à la législation applicable de l’office de propriété industrielle, celui‑ci est “actif”, “inactif” ou en “fin de validité”. Il convient de noter que tous les offices de propriété industrielle ne peuvent pas spécifier cet état en vertu de leur législation nationale ou régionale.
3. Le “stade” désigne une phase du traitement d’une demande ou d’un droit de propriété industrielle, y compris les événements qui ont lieu durant cette phase. Selon la législation applicable de l’office, la demande ou le droit de propriété intellectuelle peut se trouver à l’un ou l’autre des six stades suivants : dépôt, examen, contestation avant la délivrance, délivrance, contestation après la délivrance ou extinction probable ou définitive. Il convient de noter que les cinq premiers stades mentionnés ci‑dessus concernent les demandes ou droits de propriété industrielle “actifs” alors que le stade de l’extinction probable ou définitive concernent les demandes et les droits de propriété industrielle dont l’état est soit “inactif” soit “en fin de validité”. En fonction de la législation applicable, la demande ou le droit de propriété industrielle qui se trouve au stade de l’extinction probable ou définitive peut revenir à un état “actif” ou passer à l’état “fin de validité” en fonction de la législation applicable.
4. Un “événement” désigne un acte accompli pendant le traitement d’une demande ou d’un droit de propriété industrielle par le déposant, le titulaire, l’office ou un tiers, pouvant entraîner une modification de l’état ou du stade de traitement de la demande ou du droit. La norme proposée recommande une liste d’événements dénommés de façon générique et assortis de descriptions générales établies sur la base de la terminologie utilisée par les offices de propriété industrielle du monde entier de manière à couvrir la plupart des événements nationaux ou régionaux. Elle vise donc à aider les utilisateurs à interpréter les événements nationaux ou régionaux sans exiger une connaissance approfondie des pratiques spécifiques de l’office de propriété industrielle chargé du traitement.

### Liste des catégories, événements principaux et événements détaillés

1. La norme proposée prévoit la liste des catégories et des événements pouvant être utilisés pour l’échange de données sur la situation juridique entre les offices de propriété industrielle. Les événements sont groupés en grandes catégories. Un événement principal unique et plusieurs événements détaillés sont définis au sein de chaque catégorie. Chaque catégorie, événement principal et événement détaillé a un code propre. En outre, il est préconisé de communiquer les événements nationaux et régionaux au moyen de codes renvoyant à la catégorie et/ou aux événements appropriés définis dans la norme.
2. La norme proposée définit 21 catégories, 21 événements principaux et 145 événements détaillés provisoires. Il convient de noter que les événements détaillés définis dans la nouvelle norme proposée sont provisoires et devront être réexaminés et évalués par les offices de propriété industrielle avant finalisation en temps utile. Les catégories regroupent des événements qui sont particulièrement importants aux fins du traitement des brevets et des CCP et qui relèvent d’un thème commun. La description de la catégorie définit le thème des événements regroupés dans cette catégorie. Un événement principal est un événement particulièrement au sein de sa catégorie. Les événements principaux doivent permettre aux offices de propriété industrielle de rattacher les événements nationaux ou régionaux à un événement décrit par un terme générique compréhensible pour tout utilisateur. Chaque catégorie comprend également des événements détaillés, qui sont davantage ciblés. Ils peuvent décrire une pratique propre à quelques offices seulement ou une pratique quasi universelle mais de nature spécifique.

### Structure des données et format d’échange

1. Pour faciliter l’échange de données sur la situation juridique, la norme proposée recommande un codage des données constitué du code à deux lettres de l’office selon la norme ST.3, de la date de création du fichier de données, de l’identification de la demande ou du droit de propriété industrielle et des données relatives aux événements; les données relatives à un événement comportent les éléments suivants : le code de situation, les dates et toutes données supplémentaires associées à l’événement.

### Mise en œuvre

1. Pour mettre en œuvre la norme proposée, les offices de propriété intellectuelle devront établir la correspondance entre leurs événements nationaux et régionaux et les événements définis dans la norme ou, à tout le moins, une catégorie. Il est recommandé que la mise en œuvre de cette norme fasse l’objet d’une annonce et que le Bureau international de l’OMPI soit informé moyennant la remise d’une table de correspondance entre les événements nationaux ou régionaux et les événements prévus dans la norme proposée sur la base du modèle figurant à l’annexe IV de ladite norme. Il est suggéré que les échanges de données relatives à la situation juridique aient lieu au minimum sur une base mensuelle, et idéalement à une fréquence hebdomadaire.
2. Le Bureau international prévoit de publier sur le site Web de l’OMPI les tables de correspondance reçues des offices de propriété industrielle.

### Travaux futurs

1. L’Équipe d’experts sur la situation juridique est convenue que les travaux devraient se poursuivre sur les questions ci‑après une fois la norme adoptée.

### Évaluation et finalisation des événements détaillés

1. Une fois que la norme adoptée, il est proposé que les offices de propriété industrielle commencent à évaluer leurs pratiques opérationnelles et leurs systèmes informatiques afin de définir la meilleure façon de produire et d’échanger des données sur la situation juridique des brevets selon les recommandations figurant dans la nouvelle norme, notamment en ce qui concerne les événements détaillés provisoires.
2. Étant donné que les événements détaillés indiqués à l’annexe I de la proposition de norme sont provisoires, l’Équipe d’experts sur la situation juridique suggère que les offices de propriété industrielle les passent en revue et s’efforcent d’établir les correspondances nécessaires pour vérifier si lesdits événements détaillés décrivent leurs pratiques en matière de traitement. Il convient de noter que les événements détaillés provisoires ne couvrent pas nécessairement toutes les pratiques nationales et régionales de tous les offices de propriété industrielle – ils reflètent plutôt les pratiques communes de certains offices – et que les principaux événements du cycle de traitement dans la majorité des offices sont couverts aux fins de l’échange de données et dans l’intérêt des utilisateurs. Sur la base des informations reçues des offices de propriété industrielle, l’équipe d’experts prévoit de finaliser la liste des événements détaillés et de la soumettre au CWS pour examen et approbation à sa prochaine session.
3. Compte tenu de ce qui précède, et pour autant que la nouvelle norme soit adoptée à la présente (cinquième) session du CWS, l’équipe d’experts propose de faire figurer l’avertissement suivant sur la page de couverture de la nouvelle norme :

Avertissement du Bureau international

Les événements détaillés figurant dans la présente norme sont provisoires et seront réexaminés et évalués par les offices de propriété industrielle sur une année. Sur la base du résultat de ce réexamen et de cette évaluation, une proposition finale quant aux événements détaillés à inclure dans la présente norme sera soumise au CWS pour approbation à sa sixième session. D’ici là, les offices de propriété industrielle peuvent s’ils le souhaitent échanger des données sur la situation juridique sur la base des catégories et des événements principaux uniquement.

Le Comité des normes de l’OMPI (CWS) a adopté la présente norme à [sa cinquième session le 2 juin 2017].

### Finalisation du guide d’application

1. La norme proposée suppose que les offices de propriété industrielle relient leurs événements nationaux et régionaux à un événement normalisé afin que le destinataire puisse prendre connaissance de la situation juridique d’une demande ou d’un droit de propriété intellectuelle sans avoir besoin de connaître en détail la pratique nationale ou régionale particulière d’un office en matière de traitement. En vue d’aider les offices à établir ces correspondances, la norme proposée comporte des descriptions complètes de catégories et d’événements assorties d’exemples. L’équipe d’experts a cependant constaté que les offices, en particulier ceux qui n’avaient pas participé aux discussions, avaient besoin d’informations supplémentaires pour établir ces correspondances de manière harmonisée. L’équipe d’experts a donc commencé à élaborer un document d’orientation comportant des exemples sur les différentes pratiques des offices de propriété industrielle ainsi que des explications et conseils sur la manière de relier les différents événements nationaux et régionaux aux événements normalisés.
2. Faute de temps et d’exemples en nombre suffisant, l’équipe d’experts a décidé de ne pas inclure ce document dans le projet de norme proposé et de poursuivre son élaboration compte tenu des exemples et données d’expérience supplémentaires de la part des offices de propriété industrielle en vue de présenter au CWS pour examen et approbation à sa prochaine session une version finale du document d’orientation à publier en tant que nouvelle annexe à la norme proposée.

### Élaboration du schéma en XML pour l’échange de données sur la situation juridique

1. En vue de faciliter l’échange de données sur la situation juridique des brevets entre les offices de propriété industrielle, la norme proposée devra probablement être appliquée en XML. Elle ne traite pas cependant de la mise en œuvre de l’échange de données sur la situation juridique au format XML, question qui devrait être débattue et traitée par les autres équipes d’experts du CWS chargées du XML, conformément à la décision du comité.
2. Conformément à l’accord conclu à la troisième session du CWS, l’Équipe d’experts sur la situation juridique prie le CWS d’inviter l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP à élaborer des éléments de schéma XML pour faciliter l’échange de données sur la situation juridique des brevets sur la base de la nouvelle proposition de norme. Une fois qu’un projet de schéma XML établi, celui‑ci devrait être présenté au CWS aux fins d’examen et de décision sur la question de savoir si le schéma XML devrait être intégré dans la nouvelle norme ou dans la norme ST.96 de l’OMPI.

### Marques et dessins et modèles industriels

1. Jusqu’à présent, l’équipe d’experts s’est consacrée avant tout à l’élaboration d’une proposition de norme sur la situation juridique des brevets sans prendre en considération les marques et les dessins et modèles industriels. Conformément à la décision prise par le CWS à sa troisième session, une fois que la norme proposée aura été adoptée, l’équipe d’experts devrait élaborer des recommandations pour l’échange de données sur la situation juridique des marques et des dessins et modèles industriels.

## Proposition pour une nouvelle tâche n° 47

1. Si la nouvelle norme proposée est adoptée, le Bureau international suggère de modifier la tâche n° 47 de manière à se concentrer sur les parties restantes. Le libellé suivant est proposé pour la description de la tâche n° 47 : “Élaborer une proposition finale concernant les événements détaillés ainsi qu’un document d’orientation pour les données sur la situation juridique des brevets; élaborer une recommandation relative à l’échange de données sur la situation juridique des marques et des dessins et modèles industriels par les offices de propriété industrielle”. Le Bureau international propose également que l’Équipe d’experts sur la situation juridique poursuive son travail sur la tâche n° 47 révisée.
2. *Le CWS est invité*
   1. *à prendre note des résultats des travaux de l’Équipe d’experts chargée de la situation juridique dont il est rendu compte dans le présent document,*
   2. *à examiner le nom de la norme proposée, “Norme ST.27 de l’OMPI – Recommandation relative à l’échange de données sur la situation juridique des brevets”, et à se prononcer à cet égard,*
   3. *à examiner la nouvelle norme ST.27 de l’OMPI proposée, reproduite à l’annexe du présent document et à se prononcer sur son adoption,*
   4. *à prier le Secrétariat de diffuser une circulaire invitant les offices de propriété industrielle à évaluer leurs pratiques opérationnelles et leurs systèmes informatiques et à réexaminer la liste provisoire d’événements détaillés, comme indiqué aux paragraphes 21 et 22,*
   5. *à examiner l’avertissement à inclure dans la norme de l’OMPI proposée et à se prononcer à cet égard, comme indiqué au paragraphe 23,*
   6. *à demander à l’Équipe d’experts sur la situation juridique de finaliser la liste d’événements détaillés et le document d’orientation concernant les données sur la situation juridique des brevets, comme indiqué aux paragraphes 22 à 25, et de présenter ces documents à sa sixième session pour examen et décision,*
   7. *à demander à l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP d’élaborer les éléments appropriés d’un schéma XML, comme indiqué aux paragraphes 26 et 27, et de rendre compte du résultat de ses travaux pour examen à sa sixième session,*
   8. *à demander à l’Équipe d’experts chargée de la situation juridique d’élaborer une recommandation relative à l’échange de données sur la situation juridique des marques et des dessins et modèles industriels, comme indiqué au paragraphe 28, et de présenter un rapport sur l’état d’avancement de ses travaux pour examen à sa sixième session et*
   9. *à approuver la modification de la tâche n° 47 et l’attribution de la tâche n° 47 modifiée à l’Équipe d’experts chargée de la situation juridique, comme indiqué au paragraphe 29.*

[L’annexe suit]